

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 18/09/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/08/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### NEOVALY

2870 Avenue de l'Europe  
69140 Rillieux-La-Pape

Références : UDR-SSDAS-24-206-LL  
Code AIOT : 0006104050

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2024 dans l'établissement NEOVALY implanté 2870 Avenue de l'Europe 69140 Rillieux-la-Pape. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite inopinée portant sur la traçabilité des déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEOVALY
- 2870 Avenue de l'Europe 69140 Rillieux-la-Pape
- Code AIOT : 0006104050
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Mise en service en juillet 1989, sur la commune de RILLIEUX-LA-PAPE, l'usine d'incinération appartient au Grand Lyon, et est exploitée par la société NEOVALY, filiale du groupe SUEZ. Ce marché d'exploitation a intégré une partie importante de travaux de rénovation, conduits principalement en 2020 et 2021. L'usine dispose de deux fours de capacité unitaire de 12 t/h. La fosse, d'une capacité de 6000 m<sup>3</sup>, a été dimensionnée initialement dans la perspective de la création d'un troisième four (projet abandonné). L'épuration des fumées se fait essentiellement par voie humide. La chaleur produite par les fours est récupérée puis valorisée par l'intermédiaire d'un réseau de chauffage urbain qui alimente environ 12 000 équivalent-logements et divers équipements publics. L'usine dispose également d'un turboalternateur produisant de l'électricité pour les besoins internes de l'usine, le surplus d'électricité produite rejoignant le réseau ENEDIS.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	codes déchets autorisés en entrée	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 7.1.2.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection ICPE inopinée a permis de constater une bonne réactivité de l'exploitant face à ce type de visite, la dernière visite inopinée étant antérieure à 2010. Le site est visité au moins une fois par an, la plupart du temps avec annonce préalable.

La présente visite a porté sur la traçabilité des déchets reçus ou sortant du site. Le site utilise pleinement l'outil de traçabilité TRACKDECHETS s'agissant des déchets dangereux sortants du site.

Concernant le téléversement des données relatives aux déchets non dangereux entrants sur le site dans le RNDTS (registre national) et la codification à 6 chiffres des déchets non dangereux réceptionnés sur le site, les données fournies par l'exploitant sont incomplètes. L'exploitant doit dans un délai de 2 mois prouver le respect des prescriptions en vigueur.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".  Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.  Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.
<b>Constats :</b>  L'exploitant utilise pleinement l'application TRACKDECHETS pour tous les déchets dangereux sortant du site. 173 BSDD - bordereau de suivi de déchets dangereux - ont été émis sur l'année écoulée, correspondant à 3525 tonnes sortantes, dont 3295 t de cendres volantes (19 01 13*). Pour mémoire, le site ne reçoit aucun déchet dangereux, et donc aucun BSDD n'apparaît dans TRACKDECHETS en entrée de site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<b>Prescription contrôlée :</b>  II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis

en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.

[...]

III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

#### Constats :

L'exploitant NEOVALY indique que c'est bien la METROPOLE DE LYON qui s'occupe de la liaison avec le RNDTS, depuis l'unité de Lyon Sud qui centralise les données avant le téléversement vers le RNDTS.

La Métropole indique avoir relevé un défaut de communication entre son application de pesée (ARPEGE Powerweight) et le RNDTS, ce problème étant resté non résolu. En théorie, les données du logiciel de pesée sont directement téléversées dans le RNDTS mais il n'a pas été possible de le constater lors de la visite.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois, de démontrer le téléversement effectif de ses données de pesées dans le RNDTS, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

#### N° 3 : codes déchets autorisés en entrée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 7.1.2.2.1

Thème(s) : Actions nationales 2024, codes déchets

Prescription contrôlée :

<p>Seuls pourront être acceptés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les déchets municipaux en mélange (200301 et 200399) ;</li> <li>• Les déchets des marchés et de nettoyage des rues de nature comparable à celle des déchets ménagers (200302 et 200303) ;</li> <li>• Les déchets incinérables provenant des centres de tri de déchets issus de la collecte sélective des ménages et assimilés (refus de tri) ;</li> <li>• les déchets provenant du traitement mécanique des déchets (191212) ;</li> <li>• les déchets non dangereux de dégrillage (190801 et 190901).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la présente visite inopinée, le bureau des pesées situé à l'entrée du site est fermé car l'agent de la Métropole est en arrêt maladie cette semaine. Dans ce cas de figure, le contrôle des déchets entrants se fait depuis la salle de quart de l'usine (au 4ème étage) et avec les caméras et interphone en place. Près de 1000 véhicules motorisés ont un badge d'accès valable dans les 2 UIOM de la métropole. Chaque badge est associé à une « ronde » (circuit de collecte) qui lui même est affecté à un type de déchet collecté.</p> <p>Les codes déchets les plus utilisés en entrée sont (ordre alphabétique) :</p> <p>BALAY : déchets de balayage 20 03 03  BROYE : encombrants broyés, pas de code déchet  CORBE : corbeilles de rue 20 03 03  DEGRI : déchets de dégrillage d'égouts 19 08 01  DNM : déchets non ménagers 20 03 99  DSI : déchets des services, incinérable, pas de code déchet  EBOUA : ébouage, nettoyage des rues 20 03 03  MARCH : déchets de fin de marché 20 03 02  OM : ordures ménagères 20 03 01  RETRI : refus de tri de la collecte sélective emballages et papiers 19 12 12</p> <p>Aucune boucle de contrôle en entrée du site ne permet de limiter les entrées à une liste fermée de codes déchets, constatée au niveau du pont-bascule à l'entrée du site.</p> <p>L'exploitant indique que le contrôle en entrée repose avant tout sur les badges remis aux véhicules et qu'il n'accepte aucun apport direct, sans avoir préalablement qualifié le déchet reçu et la « ronde » à laquelle il sera rattaché. Lors de la visite, le registre des pesées en entrée, portant sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 26 août 2024, ne comporte pas de code déchet à 6 chiffres. Durant cette période, 20 900 véhicules et pesées ont été enregistrées en entrée du site.</p> <p>L'Inspection rappelle que le code 20 03 99 ne doit concerner que des déchets municipaux susceptibles d'être présents dans les tournées de ramassage d'ordures ménagères.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois, de faire figurer les codes déchets autorisés en entrée du site dans son registre des déchets entrants sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

